



Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé

Sous direction de la Prévention et de la Protection de l'Enfance

Affaire suivie par :	Maubert Marlène
Paris, le	11 JUIN 2020
<u>NOTE à l'attention de :</u>	Mesdames les cheffes des bureaux de la SDPPE Mesdames et Messieurs les directeurs des EPASE Mesdames et Messieurs les directeurs des SAFP Mesdames et Messieurs les directeurs des établissements, services, lieux de vie et d'accueil relevant d'organismes gestionnaires associatifs Pour information : Mesdames et Messieurs les responsables de secteur ASE
Objet :	Nouvelle procédure de déclaration des événements graves.
P.J. :	Procédure de déclaration des événements graves

Vous voudrez bien trouver ci-joint, la nouvelle procédure de remontée des événements graves.

Sa révision a permis de tenir compte de **modifications réglementaires** mais également de réduire le nombre de procédures de déclarations en utilisant, **pour plusieurs déclarations, un formulaire unique**. Ainsi, le formulaire de transmission d'une information relative à un événement grave pourra, chaque fois que nécessaire :

- Se substituer au remplissage d'une fiche ESPRI pour les EPASE et SAFP de la Ville de Paris.
- Être transmis en tant qu'information préoccupante à la CRIP

Constituent des événements graves :

1. Les sinistres et événements météorologiques exceptionnels ;
2. Les accidents ou incidents liés à des défaillances d'équipement techniques de la structure et les événements en santé environnement ;
3. Les perturbations dans l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines ;
4. Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance ;
5. Les situations de perturbation de l'organisation ou du fonctionnement de la structure liées à des difficultés relationnelles récurrentes avec la famille ou les proches d'une personne prise en charge, ou du fait d'autres personnes extérieures à la structure ;
6. Les décès accidentels ou consécutifs à un défaut de surveillance ou de prise en charge d'une personne ;
7. Les suicides et tentatives de suicide, au sein des structures, de personnes prises en charge ou de personnels ;
8. Les situations de maltraitance à l'égard de personnes accueillies ou prises en charge ;

9. Les disparitions de personnes accueillies en structure d'hébergement ou d'accueil, dès lors que les services de police ou de gendarmerie doivent être alertés ;
10. Les comportements violents de la part d'usagers, à l'égard d'autres usagers ou à l'égard de professionnels, au sein de la structure, ainsi que les manquements graves au règlement du lieu d'hébergement ou d'accueil qui compromettent la prise en charge de ces personnes ou celle d'autres usagers ;
11. Les actes de malveillance au sein de la structure.

Les destinataires de ces déclarations sont précisés en page 3 et 4 de la procédure.

Vous voudrez bien poursuivre, en interne à vos structures, le mode de classement et de suivi de ces situations et événements graves déjà initié qui permet d'assurer une traçabilité, facilite leur reprise et leur analyse en réunions d'équipe et contribue à l'amélioration des pratiques professionnelles.

Vous veillerez à ce que les cadres de vos établissements, services et lieux de vie et d'accueil s'approprient ces outils et relaient ces instructions auprès de leurs équipes.

En vous remerciant par avance sur ce sujet crucial,

**La sous-directrice de la Prévention et de la
Protection de l'Enfance**

Jeanne SERAN

